

---

par **PAUL ANDRÉ\***

## ***La Chine en Amérique latine***

**D**EVENUE LA SECONDE ÉCONOMIE MONDIALE en 2010, la Chine a vu ses relations avec le sous-continent américain fortement évoluer au cours des dernières années. En effet, même si elle est aujourd'hui discutée, la théorie voulant que le continent américain ait été initialement peuplé par des populations venant d'Asie a connu une large diffusion dans le public. On apprend aujourd'hui que les Chinois contestent la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Elle serait, selon eux, le fait de marins chinois, quelque soixante ans avant les galions espagnols ! Malgré ces deux hauts faits, les relations entre l'Amérique latine et la Chine sont restées jusqu'il y a peu quasi inexistantes. La période post-Seconde Guerre mondiale a créé une solidarité – du moins théorique – entre Amérique latine et Chine à l'heure des luttes anti-coloniales et de la rhétorique tiers-mondiste. Avec le lancement des réformes économiques par Deng Xiaoping (邓小平) en 1978, la Chine abandonne pour ainsi dire les préoccupations géopolitiques lointaines pour ne se centrer que sur son développement économique.

Durant cette phase de décollage économique, elle reste essentiellement axée sur l'Asie-Pacifique. Mais depuis le tournant du siècle, on voit que les relations entre Chine et Amérique latine évoluent sensiblement du fait de trois raisons : l'affirmation de la Chine comme puissance commerciale ; l'exemple qu'elle offre en terme de développement économique aux autres pays en développement ; et enfin la rivalité croissante entre la Chine et les États-Unis. La Chine a ainsi réalisé une spectaculaire percée sur le sous-continent américain et n'est pas en reste avec le Mexique. À l'heure où de plus en plus de pays sud-américains ont opté pour des gouvernements de gauche, remettant ainsi en cause le lien historique qui unit l'Amérique latine aux États-Unis, beaucoup croient voir en la Chine une alternative à cette présence étasunienne. Et ce, d'autant plus que la Chine s'est lancée depuis quelques années dans une politique étrangère dynamique hors de la région Asie-Pacifique, où son poids économique est désormais indéniable.

---

\* Professeur d'économie politique internationale, Waseda University (Japon).

Dans ce contexte, l'Amérique latine sera-t-elle la prochaine « proie » du dragon chinois? La Chine constituera-t-elle un contrepoids à la puissance des États-Unis pour les pays d'Amérique latine? Voire, sera-t-elle un modèle pour les pays les moins avancés du continent? Nous verrons ainsi les grandes lignes de la diplomatie de la Chine, puis de sa diplomatie spécifique en Amérique latine et enfin les perspectives qu'offre cette politique.

### **Les grandes lignes de la politique étrangère chinoise**

Si le régime communiste demeure inchangé en Chine depuis l'établissement de la République populaire en 1949, la diplomatie chinoise, elle, a connu de fortes évolutions depuis Mao Zedong (毛泽东). La ligne politique de Pékin ayant été profondément bouleversé depuis trois décennies, la diplomatie chinoise traduit ces modifications internes sur la scène internationale. Le tournant a lieu, bien évidemment, en 1976 à la mort de Mao Zedong.

L'arrivée des communistes au pouvoir en Chine en 1949 a eu lieu dans un cadre plus général de luttes anti-coloniales et anti-impérialistes. Si la Chine ne fut pas à proprement parler colonisée, la sympathie des régimes sud-américains<sup>[1]</sup> alla plus facilement vers un État qui se faisait le chantre de la lutte contre l'hégémonie américaine – puis également soviétique. La diplomatie maoïste entendait lutter contre le « premier monde », c'est-à-dire les États-Unis et l'Union soviétique<sup>[2]</sup>. Mao voulait se rapprocher des pays du « deuxième monde » (Europe et Japon). C'est dans cette optique d'opposition au « premier monde » que la Chine cherchait à se rapprocher des pays du tiers-monde.

Dans la diplomatie de la Chine maoïste, l'économie est un outil au service de la politique internationale de Pékin. La diplomatie chinoise apporte donc un soutien actif aux causes anti-impérialistes, anti-coloniales et ce, dans un souci « d'occuper le terrain » (selon l'expression consacrée dans la terminologie maoïste). En agissant ainsi, la Chine entend éloigner ces mouvements de l'influence soviétique. C'est cette logique qui poussa la Chine maoïste à aider à la réalisation du chemin de fer en Tanzanie.

D'autre part, la Chine cherche à se protéger de la menace soviétique (ce qui contribue grandement à expliquer le rapprochement sino-américain qui se traduira par la reconnaissance de la Chine populaire au Conseil de sécurité de l'Onu, suivie par la visite de Richard Nixon à Pékin l'année suivante en 1972). Mais si le « soft power » maoïste fut important au sein des mouvements de gauche latino-américains – car le maoïsme entendait dénoncer l'impérialisme américain tout en réalisant la révolution socialiste par les campagnes – l'implication concrète de la Chine, elle, fut extrêmement limitée. On doit aussi se souvenir que

---

1. Sur ce point, voir ce qu'en disait déjà Raymond ARON en 1955 : « L'Asie entre l'URSS et les États-Unis » [1955] <https://www.youtube.com/watch?v=iHsD1luNh6w>

2. Cai CHONGGUO, *Chine : l'envers de la puissance*, Paris, Mango Documents, 2005.

la théorie maoïste des «différents mondes» évoquée plus haut entrainé en résonnance avec un courant intellectuel né en Amérique latine et qui y fut très influent, celui des théories de la dépendance. Selon ce courant, la pauvreté et le sous-développement sont structurellement entretenus sciemment par les États-Unis afin de maintenir l'Amérique latine dans un état de dépendance qui permet de servir aux mieux les intérêts américains.

Après la mort de Mao en 1976, Deng Xiaoping entreprend dès 1982 une politique de réformes économiques. Le pragmatisme et la rationalité affichés par le «Petit timonier» dans la politique intérieure trouve, bien évidemment, un écho dans la politique extérieure. À partir de cette époque, la politique étrangère chinoise délaisse le tiers-monde pour accorder toute son attention aux pays développés. La Chine cherche, ainsi, à attirer chez elle les investissements étrangers (principalement sous forme de joint-ventures – ou entreprises mixtes) et à exporter des produits manufacturés. Dans cette optique, la Chine se tourne essentiellement vers son voisinage proche en Asie orientale. Cela s'explique par deux raisons principales. Primo, les premiers investissements étrangers furent essentiellement le fait des communautés chinoises de l'étranger (Taïwan, Hong Kong, Singapour, Thaïlande, Malaisie). Ensuite, la Chine, en se spécialisant dans la production bon marché, entendait profiter du dynamisme des économies est-asiatiques. Dans cette optique, l'Amérique latine apparaissait comme lointaine et peu porteuse d'opportunités de développement.

Après près de vingt-cinq années de politique d'ouverture économique (suspendues, il est vrai, de 1989 à 1992, suite aux massacres de la place Tian'anmen), la diplomatie chinoise semble être essentiellement à visée économique. Cela s'explique par la conjonction de deux phénomènes qui eurent lieu à la même époque. D'une part, la chute du bloc soviétique a montré la fragilité des régimes communistes. Les dirigeants chinois ont alors compris que le régime pouvait mourir; et très vite pour nombre d'entre eux cette hypothèse s'est transformée en quasi-certitude: le régime va mourir. D'autre part, la répression des manifestations étudiantes de la place Tian'anmen en juin 1989 a privé le Parti du peu de soutien populaire qu'il lui restait. Dès lors, la seule issue pour le Parti Communiste Chinois réside dans l'économie. La croissance économique, par l'amélioration des conditions de vie qu'elle permet, garantira la légitimité du régime. La priorité de la politique étrangère chinoise est donc d'avoir un environnement international qui rend possible la poursuite de sa croissance économique.

Ses bons résultats économiques assurent à la Chine une reconnaissance, un poids sur la scène internationale qui n'ont jamais été aussi importants depuis plus d'un siècle et l'arrivée des puissances européennes dans la Chine de la dynastie Qing. Le régime actuel a eu tôt fait d'utiliser cette reconnaissance pour redorer son blason sur la scène internationale. Ainsi, comme le rappelait en 2005 Wu Jiannin, porte-parole de l'Assemblée populaire consultative, «la politique étrangère [de la Chine] vise à obtenir plus d'investissements étrangers, à négocier des compromis en cas de conflits commerciaux, à attirer le plus grand nombre d'investisseurs étrangers en Chine, et à faire en sorte que les hommes d'affaires chinois

comprennent mieux le monde occidental». Il est difficile de dater exactement le moment où la Chine a abandonné cette politique dite du «profil bas» qui consistait à ce que sa diplomatie soit essentiellement axée sur les questions économiques<sup>3</sup>. Mais dans la seconde moitié des années 1990, on voit une évolution notable. La Chine prend alors conscience de son poids croissant dans le monde. Le changement est dû aussi au fait que la nouvelle génération de dirigeants à Pékin adopte une approche résolument plus moderne et novatrice de la politique étrangère. Des éléments tels l’approvisionnement énergétique, l’influence culturelle ou encore la prospective entrent désormais ainsi en ligne de compte. Pékin élargit alors son champ d’action et se tourne à nouveau vers les pays en développement.

C’est donc dans ce contexte qu’il faut comprendre la nature des relations spécifiques entre l’Amérique latine et la Chine. Mais quelle est la politique adoptée par la Chine face à une Amérique latine qui est, depuis la doctrine Monroe, la chasse gardée des intérêts des États-Unis?

### **La présence chinoise en Amérique latine**

Le fait le plus marquant dans cette nouvelle page des relations sino latino-américaines est indubitablement l’ampleur des échanges économiques. Le commerce bilatéral entre la Chine et l’Amérique latine (essentiellement le Brésil, le Mexique, le Chili et l’Argentine) dépassait dès 2004 les quarante milliards de dollars américains<sup>4</sup>.

Ces bons résultats font de la Chine le troisième partenaire économique de la région. Pour entretenir ces performances, Pékin a entrepris une politique très active auprès des pays latino-américains. Un accord de libre-échange a été conclu entre la Chine et le Chili. De même, le Pérou et la Chine ont convenu à la fin du mois de janvier 2005 d’établir un partenariat de coopération globale mettant l’accent essentiellement, dans les faits, sur les questions d’ordre économique. En 2014, le volume du commerce bilatéral entre la Chine et l’Amérique latine a atteint 263,6 milliards de dollars, soit vingt fois le volume total de l’an 2000. Les investissements de la Chine dans la région ont également bondi à plus de 80 milliards de dollars l’année dernière, selon les statistiques publiées par le ministère chinois du Commerce<sup>5</sup>. Comme le montrent les figures 1 et 2, la part de l’Amérique latine dans le commerce chinois reste faible mais elle a augmenté relativement plus vite que celle des autres régions du monde. Ceci traduit un intérêt croissant de la Chine pour l’Amérique latine mais aussi réciproquement.

---

3. Sur les raisons de ce changement, voir par exemple Paul ANDRÉ, «L’évolution de la politique étrangère chinoise», in *Histoire & Liberté*, n°41, avril 2010 ([http://est-et-ouest.fr/revue/HL041\\_articles/041\\_043.pdf](http://est-et-ouest.fr/revue/HL041_articles/041_043.pdf))

Et Willy WO-LAP LAM, *China in the Hu Jintao Era*, New York, M.E. Sharpe, 2006.

4. Ministère des Affaires étrangères ([www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)).

5. « La Chine et l’Amérique latine coopèrent pour leur développement commun »; *Xinhua*, 19 mai 2015 ([http://french.xinhuanet.com/chine/2015-05/19/c\\_134251498.htm](http://french.xinhuanet.com/chine/2015-05/19/c_134251498.htm))

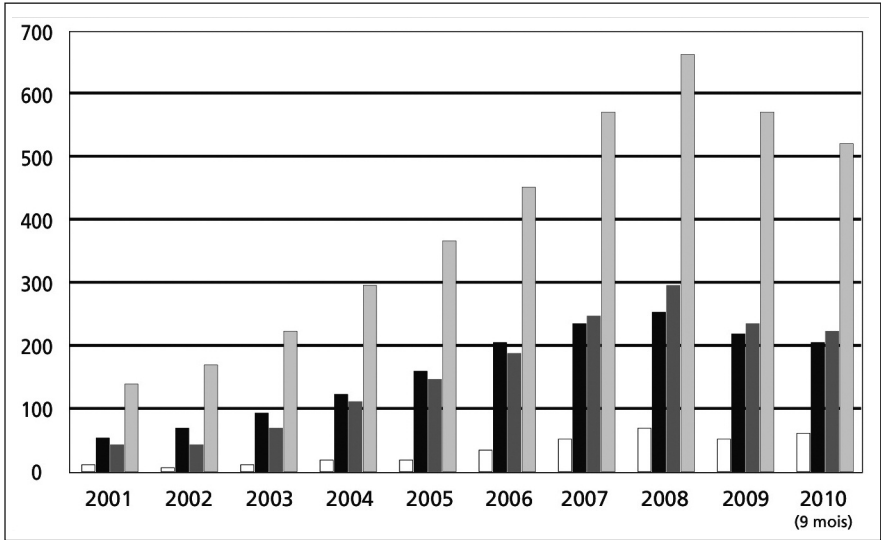


Figure 1 : Exportations chinoises

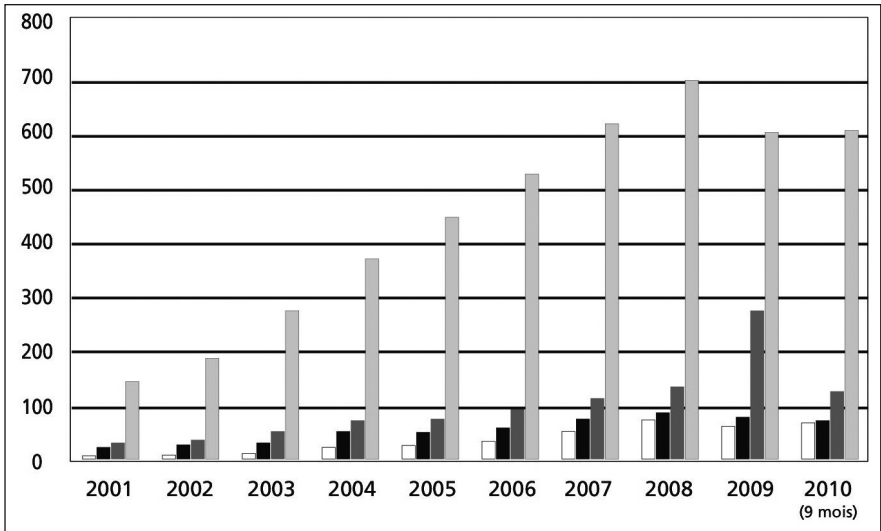


Figure 2 : Importations chinoises

(en milliards de dollars Us)

Source: Minister of Commerce of People's Republik of China, 2011

Amérique latine □ États-Unis ■ Union européenne ■ Asie ■

# BRICS 2014

## Brasil



Les cinq leaders du Brics : Vladimir Poutine (Russie), Narendra Modi (Inde), Dilma Rousseff (Brésil), Xi Jinping (Chine) et Jacob Zuma (Afrique du Sud)

Tout ceci est le fruit d'une intense activité diplomatique de Pékin auprès des dirigeants latino-américains. En 2004 et 2005, Hu Jintao (胡锦涛), le président chinois, s'est rendu en Argentine, au Brésil, au Chili, à Cuba et au Mexique. De leurs côtés, les présidents argentin, brésilien, chilien, uruguayen, mexicain et vénézuélien se sont rendus à Pékin au cours de la même période. À quoi il faut ajouter les visites de ministres (principalement des affaires étrangères et du commerce) et des délégations d'hommes d'affaires chinois dans l'Amérique hispanique et lusitanienne entre 2004 et 2006. Depuis, les échanges diplomatiques se sont intensifiés. En juillet 2014, le président Xi Jinping a effectué une tournée en Amérique latine pendant laquelle il est allé en Argentine, à Cuba, au Venezuela et enfin au Brésil pour y assister au sommet des Brics. Il s'agissait de son second voyage officiel dans la région. En 2013, soit quelques mois à peine après avoir pris ses fonctions, il s'était déjà rendu en Amérique latine, en visite officielle au Mexique, au Costa Rica et à Trinidad et Tobago.

Afin de permettre sa croissance, la Chine doit faire face à d'importants besoins énergétiques. Ils sont d'autant plus forts que la hausse du niveau de vie des Chinois a induit une demande accrue en énergie. Or, la Chine, soucieuse de préserver son indépendance, s'est tournée vers l'Amérique latine. En effet, elle a cherché d'abord à combler ses besoins énergétiques<sup>6</sup> auprès de la Russie et des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale.

6. Lionel VAIRON, *Défis chinois*, Paris, Ellipses, 2006.

Naturellement peu enclin à être un tant soit peu dépendant de Moscou, Pékin finit d'être convaincu de la nécessité de la diversification de son approvisionnement en énergie quand les États-Unis s'installèrent en Afghanistan en 2001. L'intervention en Iraq confirma cette idée.

Souhaitant échapper à un Moyen-Orient sous influence américaine et à une Asie centrale peu sûre à leur goût, les Chinois se tournèrent vers l'Amérique latine et l'Afrique. S'implanter en Amérique latine, chasse gardée des États-Unis et de ses multinationales pétrolières, fut perçu comme une revanche face à la présence américaine en Asie orientale (mer de Chine, Japon, Corée) et surtout au soutien apporté par les Américains à Taïwan. Certes, 60 % du pétrole chinois vient du Moyen-Orient (essentiellement d'Arabie saoudite et d'Iran), mais ces nouveaux partenariats pétroliers avec l'Amérique latine (principalement le Venezuela et la Bolivie) revêtent une importance capitale quand on connaît les besoins énergétiques colossaux de la Chine pour les années à venir. Ainsi, il n'est pas négligeable de noter que le nouveau président bolivien Evo Morales, après avoir annoncé la renégociation des contrats d'exploitation d'hydrocarbures, s'est tourné vers les compagnies pétrolières chinoises Sinopec et Huanqi, en les invitant à investir dans son pays.

D'autre part, cette présence chinoise en Amérique latine permet à un certain nombre de pays qui cherchent à s'affranchir de la tutelle de Washington d'utiliser Pékin comme alternative.

Mais cette présence chinoise, principalement économique on l'a vu, n'est pas sans poser de problèmes. La présence chinoise en Amérique latine se fera-t-elle aussi importante qu'elle l'est aujourd'hui en Afrique? Et surtout, quelles conséquences cette présence aura-t-elle pour les pays d'Amérique latine?

### **Les perspectives de la présence chinoise en Amérique latine**

Il apparaît que les économies d'Amérique latine subissent, elles aussi, de plein fouet la concurrence chinoise. On peut même dire qu'elles la subissent d'autant plus que ces économies étaient dans une large mesure des concurrents directs des firmes chinoises. Ainsi, à titre d'exemple, l'industrie textile mexicaine et d'Amérique centrale a perdu de nombreuses parts de marché. Industries de sous-traitance et de zones franches, les firmes textiles de ces pays n'ont pas résisté à la déferlante du textile chinois sur le marché américain, entraînant de nombreuses fermetures d'usines. Ainsi, même si l'agence de presse officielle Xinhua n'hésite pas à citer Enrique Iglesias, président de l'Inter-American Development Bank (IADB), lorsqu'il considère « que l'Amérique latine et la Chine se complètent l'une et l'autre dans le développement économique, et que les deux parties ont besoin de renforcer leur coopération économique », il n'en demeure pas moins que cette même IADB se préoccupe très sérieusement de la concurrence chinoise. Au point qu'elle a rédigé un rapport sur la

question<sup>7</sup>). Cette crainte, suscitée par le dynamisme de l'économie chinoise, est d'autant plus vivace que l'exemple africain n'a rien pour rassurer les observateurs les plus sceptiques. En effet, si la Chine investit désormais massivement en Afrique, elle le fait avec de la main d'œuvre chinoise. Les entreprises chinoises qui remportent des marchés sur le sol africain font venir de Chine une main-d'œuvre bon marché, disciplinée et qui parle la même langue que les cadres chinois en charge du projet. Ce phénomène est particulièrement marquant pour les contrats de travaux publics et de nombreux acteurs du monde économique en Amérique latine souhaiteraient éviter que ce scénario ne se reproduise sur le sous-continent.

Ainsi ce développement économique de la Chine peut s'avérer à double tranchant. Un exemple bien connu est celui de l'industrie textile mexicaine. Originellement le principal fournisseur du marché américain, le Mexique s'est vu supplanter par ses concurrents chinois. Cette montée en puissance des exportations chinoises s'est accompagnée d'une évolution structurelle du secteur textile au Mexique. Alors que dans les années 1980 l'industrie textile était principalement localisée dans la région de Mexico City et détenue essentiellement par des capitaux mexicains, aujourd'hui ne survivent à la concurrence du « made in China » que les *maquilladoras* implantées le long du Rio Grande et dont les donneurs d'ordres se trouvent aux États-Unis de l'autre côté de la frontière. La Chine n'est pas responsable du manque de compétitivité des entreprises concurrentes en Amérique latine comme ailleurs. Mais cet exemple traduit le dilemme auquel doit faire face l'Amérique latine dans son rapport à la Chine. Il serait en effet erroné de croire que le spectaculaire développement de l'économie chinoise n'a reposé que sur des exportations de produits tirant leur avantage d'une main-d'œuvre bon marché.

En fait la Chine a appliqué ce que l'on appelle en économie une industrialisation par spécialisation intermédiaire. Ses exportations se sont positionnées sur des segments différents selon les marchés. Vers les pays développés (Amérique du Nord, Europe de l'Ouest, Japon), la Chine ne pouvait rivaliser avec les entreprises de la haute technologie ou de produits demandant un fort investissement en capital. Les exportations chinoises vers ces pays reposèrent essentiellement sur des produits demandant un large usage de la main-d'œuvre bon marché.

En revanche, en Amérique latine, la problématique était tout autre. Dès qu'elles en eurent l'occasion, les firmes chinoises ciblèrent les marchés latino-américains afin d'y développer leurs productions plus sophistiquées. Cette stratégie permettait aux entreprises chinoises de rattraper leur retard face à leurs concurrents américains ou japonais

---

7. Inter-American Development Bank, *The emergence of China, opportunities and challenges for Latin America and the Caribbean*, Washington D.C., IADB, mars 2005.



mais aussi elle offrait aux consommateurs latino-américains des produits (certes initialement de moins bonne qualité) qui restaient cependant inaccessibles aux prix proposés par les firmes du Nord. Les firmes chinoises ont donc massivement investi les marchés latino-américains dans les télécommunications par exemple (les premiers smartphones chinois étaient dix fois moins chers qu'un iPhone!) ou encore les panneaux photovoltaïques ou l'automobile. La firme Geely a ainsi ouvert une usine en Uruguay et Chery au Brésil alors que ces marques ne sont pas commercialisées aux États-Unis ou en Europe.

Cette situation est ambivalente pour les dirigeants latino-américains. D'une part les consommateurs locaux ont accès à des produits qu'ils ne pourraient s'offrir aux prix américains, japonais ou européens. Mais d'autre part les firmes chinoises occupent de cette façon le marché et le saturent pour ainsi dire, empêchant par là même le développement de concurrents locaux. En fait, la taille du marché chinois est telle que les rendements d'échelle seront nécessairement supérieurs à ce que peut espérer, par exemple, une entreprise colombienne ou chilienne. Même un géant comme le Brésil commence à pâtir de cette situation.

Par les succès économiques dont elle fait montre, la Chine fascine. Cette fascination est sans doute d'autant plus forte chez les pays latino-américains qu'ils ont connu un développement chaotique et des crises économiques sévères lors des dernières décennies (à l'exception notable du Chili). À titre d'exemple, l'Argentine n'a connu entre 1900 et 1987 qu'un taux de croissance annuel moyen de 1,09%. C'est pourquoi, si en 1890, le revenu argentin était de trois fois supérieur à celui du Brésil, aujourd'hui, les deux pays sont à égalité<sup>[8]</sup>.

Dans ces conditions, une Chine qui affiche des taux de croissance annuelle de l'ordre de 10% depuis vingt ans<sup>[9]</sup> apparaît pour beaucoup comme un modèle de réussite. Et, à l'heure où de nombreux pays latino-américains ont choisi des gouvernements de gauche, on est en droit de se demander si la Chine ne fait pas figure de modèle pour nombre d'entre eux. Georges Couffignal<sup>[10]</sup> mettait en évidence que dans la plupart de ces pays (à l'exception du Chili), les dictatures militaires ont dû leurs chutes à leurs mauvaises performances économiques. Or, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres au sein de ces sociétés (c'est-à-dire l'écart entre les déciles extrêmes de l'indice de Gini) a augmenté depuis la démocratisation (à l'exception, là encore, du Chili).

8. D'après Robert BARRO & Xavier SALA-I-MARTIN, *Economic Growth*, New York, McGraw-Hill, 1995.

9. Même si on peut remettre en cause la véracité des statistiques officielles chinoises. Ainsi, l'économiste Mao YUSHI estime le taux de croissance réel autour de 8 % par an. Ce bon résultat s'expliquant en grande partie « par l'effet mécanique du transfert de la population paysanne, improductive ou désœuvrée vers l'industrie ». Sur ce point voir aussi Guy SORMAN, *L'année du coq*, Paris, Fayard, 2006.

10. Georges COUFFIGNAL, « L'Amérique latine vire-t-elle à gauche ? » in *Politique Internationale*, vol. 111, 2006.

C'est cet échec à résoudre les problèmes économiques, au premier rang desquels la pauvreté et l'extrême pauvreté, qui explique, pour partie, l'arrivée de formations de « gauche » (pour autant que ce terme recoupe la même réalité politique qu'en Europe occidentale) au pouvoir dans de nombreux pays d'Amérique latine. Or, la Chine, grand consommateur de matières premières (pétrole, gaz, produits agricoles et minéraux), offre de nombreux débouchés aux économies latino-américaines.

D'autre part, elle est la preuve qu'un modèle de développement non dicté par le Fond monétaire international ou la Banque mondiale peut porter ses fruits. Les autorités chinoises ont tiré un grand crédit (en termes d'image) de la crise économique qui a touché l'Amérique latine puis l'Asie orientale en 1997. La Chine fut, en effet, le seul pays à avoir maintenu le contrôle de ses changes (la monnaie chinoise n'est pas fluctuante) malgré les pressions insistantes du FMI. Elle a gardé son rythme de croissance malgré la crise, alors que tous les pays d'Amérique latine et d'Asie orientale étaient affectés (y compris le Japon). Mieux, la Chine s'est même permis le luxe d'aider des petits pays d'Asie, notamment en leur accordant des prêts à taux d'intérêt limité. Dans une Amérique latine où les classes moyennes ont vu leur épargne fondre comme neige au soleil pendant la crise, on imagine aisément que la Chine peut apparaître comme un champion de la bonne gouvernance économique.

L'autre point qui rapproche les dirigeants actuels d'Amérique latine et la Chine, c'est le pragmatisme dont ils font montre. Ainsi quand, en 2005, Lula ou Kirchner remboursent prématurément la dette du Brésil et de l'Argentine au FMI, beaucoup y voient une mesure de « droite ». Hugo Chavez n'avait cessé de dénoncer l'impérialisme américain et d'appeler à la constitution d'un nouvel axe bolivarien. Mais, le même Chavez n'avait aucun problème à avoir les États-Unis comme premier client du pétrole vénézuélien afin de financer sa politique de services publics (hôpitaux, écoles, cantines) dans les quartiers les plus défavorisés du pays.

Ce pragmatisme politique est relativement nouveau en Amérique latine et rejoint finalement la formule bien connue de Deng Xiaoping : « peu importe que le chat soit blanc ou gris, l'important c'est qu'il attrape les souris ! » En cela, les relations privilégiées avec la Chine s'expliquent donc par un intérêt mutuel qu'en retirent les deux parties.

### **Les relations Chine-Amérique latine sous Xi Jinping**

Tous les observateurs s'accordent à dire que l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir a remis en cause un certain nombre d'éléments que l'on croyait immuables dans la vie politique chinoise depuis 1978.

Avec Xi, c'est un leadership plus personnalisé et une politique étrangère plus affirmée

auxquels on a désormais affaire. Xi a d'emblée cherché à consolider son pouvoir en écartant la faction de la Ligue de la Jeunesse communiste<sup>[11]</sup>; en organisant un culte de la personnalité; en éliminant tout rival potentiel via un usage politique de la campagne de lutte contre la corruption (encore que cette campagne fut sans doute bénéfique pour le pays); et en assurant la promotion de ses proches ou des groupes au sein du Parti communiste chinois favorables à ses idées (on assiste ainsi à une montée de l'Armée populaire de Libération dans la prise de décision du PCC non seulement sur les questions militaires et stratégiques mais aussi de politique étrangère). Globalement, on peut considérer que cette visée toujours plus affirmée de la Chine sur la scène internationale n'est pas nouvelle car ses prédécesseurs avaient déjà renforcé la présence chinoise à l'international<sup>[12]</sup>. Mais avec Xi, cette montée en puissance ne semble plus être le résultat d'un consensus large au sein de la direction du PC mais plutôt être le fait et l'ambition d'un homme, Xi Jinping.

Selon les documents officiels et les différentes déclarations de Xi lui-même, on peut identifier trois axes principaux dans la lecture du monde faite par le nouveau dirigeant chinois. Xi voit la Chine avoir un leadership mondial à l'horizon 2049. Il ne s'agit donc pas seulement ici d'être la première économie mais aussi la première puissance, dans tous les sens du terme, d'ici la moitié du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette idée est portée très officiellement par la campagne de la « Grande renaissance de la nation chinoise » [中华民族伟大复兴]. Pour ce faire, cela implique que les relations internationales soient repensées. Pour la Chine, il convient donc d'assumer son rôle dès aujourd'hui, mais il faut aussi que le reste du monde soit dès à présent structuré autour d'un ordre bipolaire Chine-États-Unis. C'est dans ce cadre qu'a été lancée la campagne du « [re]nouveau des relations entre grandes puissances » [新型大国关系].

En toute logique, il apparaît désormais à Pékin que l'Asie relève dès aujourd'hui de la chasse gardée de la Chine. C'est ainsi qu'il faut comprendre la campagne officielle pour la « Communauté de destin commun en Asie » [命运共同体]. Au regard de la vision du monde de Xi Jinping, on comprend mieux pourquoi la Chine, malgré son importance croissante, semble insatisfaite de la situation internationale et est d'autant plus encline à affirmer toujours plus ses prérogatives (zone d'identification aérienne en mer de Chine en novembre 2013, construction de bases en mer de Chine du sud depuis 2013, nationalisme croissant et augmentation rapide des dépenses militaires). Mais quelle place l'Amérique latine occupe-t-elle dans ce grand dessein de Xi?

11. Willy WO-LAP LAM, «The Eclipse of the Communist Youth League and the Rise of the Zhejiang Clique» in *China Brief*, The Jamestown Foundation, vol. 16, issue 8.

12. Sur ce point voir Paul ANDRÉ, *op.cit.*

On peut dire que la doctrine internationale de Xi Jinping se résume dans l'immédiat à consolider ce que Pékin estime être l'ordre bipolaire sino-américain. Et ce, afin de parvenir à instaurer une forme de légitimité dans la visée de la Chine à gérer le mode de gouvernance, les institutions et la sécurité en Asie orientale – ce qui est vu comme l'étape liminaire à une domination sur l'aire «eurasiatique». Cette dernière se trouve traduite dans le très officiel projet de la nouvelle route de la soie de plus de 8 000 kilomètres [一帶一路]. Or si ce projet est censé avoir des ramifications jusqu'à l'Europe de l'Ouest et l'Afrique, l'Amérique latine, elle, semble particulièrement absente de la carte du monde que les dirigeants chinois paraissent vouloir dessiner. Certes, la presse officielle, et notamment les titres les plus nationalistes, ne manquent pas de jouer la carte anti-impérialiste/solidarité des pays en développement. Le *Global Times*<sup>(13)</sup> parle même d'une nouvelle nouvelle route de la soie à travers l'océan Pacifique [sic]. La presse chinoise se faisait également écho des potentialités de développement pour les pays latino-américains lors du lancement par la Chine de l'AIIB (Banque asiatique d'investissement et d'infrastructures). Mais son nom ne trompe pas. Via cette institution financière, c'est bien l'Asie que la Chine a en ligne de mire et non l'Amérique latine. De même, lors de sa tournée en Amérique latine en juillet 2014 (alors que le projet de route de la soie fut révélé en octobre 2013), Xi Jinping n'a jamais évoqué publiquement le projet. Faut-il y voir dans ce silence un simple oubli ou un réel désintéret pour l'Amérique latine depuis que Xi a pris le pouvoir ?

L'objectif prioritaire de Xi est d'instaurer et de consolider une relation bipolaire avec Washington. À ce titre, il nous semble qu'avec Xi, la Chine est passée d'un réalisme commercial au sens de la théorie des relations internationales (ou encore le réalisme au sens qu'on lui donne en économie politique internationale) à un néoréalisme structurel. En effet, la pensée stratégique chinoise s'appuie essentiellement sur l'idée que les éléments matériels (la Chine est la deuxième économie du monde) fondent la puissance et que ce sont les nations puissantes qui structurent l'ordre international. Il y a donc une vision cyclique de l'hégémonie chez l'actuelle équipe au pouvoir en Chine. La République populaire serait appelée à remplacer les États-Unis à la tête du monde et, à ce titre, l'Amérique latine, voisinage immédiat et chasse gardée historique des États-Unis, revêt une importance non négligeable. La relation Chine-Amérique latine relève d'abord d'intérêts économiques. On l'a vu plus haut, la Chine est désormais le deuxième partenaire économique de la région. L'Amérique latine a un intérêt stratégique dans la montée en gamme des produits chinois.

La puissance économique de la Chine, et c'est le principal nouvel élément dans la relation entre la RPC et le sous-continent, permet désormais à Pékin de remodeler d'une

---

13. 4 janvier 2014.

certaine manière la politique latino-américaine. Très clairement, l'aide et les investissements chinois ont permis la survie du « bloc caudilliste socialiste » (Venezuela, Bolivie, Équateur)<sup>14</sup>. Pékin a toujours été très soucieux que les gesticulations verbales de leaders comme Chavez ne l'impliquent pas directement. Pour autant, son soutien à la survie de ces régimes a été indéniable. Pékin voit dans cette tactique un double intérêt. Intérêt économique, car ces régimes socialo-caudillistes n'hésitent pas à remplacer les compagnies occidentales par leurs concurrentes chinoises – notamment dans les secteurs des matières premières (pétrole vénézuélien et équatorien mais aussi gaz naturel en Bolivie) et l'achat de technologies militaires chinoises<sup>15</sup>. Intérêt politique également, car ces régimes offrent un contrepoids (ne serait-ce que rhétorique) à la démocratie promue par les pays occidentaux.

La Chine a ainsi littéralement sauvé ces pays de la banqueroute en y investissant massivement. La République populaire a octroyé un prêt d'un milliard de dollars à l'Équateur afin que Correa puisse gérer la crise de liquidités, à quoi il faut ajouter un investissement de près de deux milliards dans une centrale électrique. En Bolivie, où la Chine est plus réticente à intervenir (du fait des risques liés aux investissements), la compagnie pétrolière CNPC (détenue par l'État) investit massivement. Mais c'est au Venezuela que l'intervention chinoise a été la plus visible. Au fur et à mesure que Chavez a pris le contrôle du secteur pétrolier, le soutien de Pékin au régime fut grandissant. On estime que la China Development Bank aurait déjà accordé pour plus de 15 milliards de dollars de prêts au Venezuela depuis 2007. La pénurie gagnant de l'importance, Maduro ne peut plus désormais se tourner que vers Pékin pour assurer l'approvisionnement en biens de consommation.

Mais le soutien de la Chine à ces régimes n'est pas inconditionnel, loin s'en faut. Pragmatiques, les dirigeants chinois tiennent à éviter d'être impliqués dans le « trou noir financier » – pour reprendre la formule de Xue Li<sup>16</sup>, le directeur de l'Institut de relations internationales et de science économique de l'Académie chinoise des sciences sociales. Le yuan n'étant pas convertible et sous-évalué, la Chine ne veut surtout pas se retrouver impliquée dans une crise financière – comme celle qu'a vécu l'Argentine dans les années 1990 par exemple – qui l'enfermerait dans une trappe à la liquidité. La Chine cherche donc à gérer au mieux les risques liés à une présence accrue dans une région qu'elle connaît finalement mal et qui n'est pas – on l'a vu – d'un intérêt stratégique majeur à court terme.

La Chine cible sa coopération. Il semble que l'Argentine et le Brésil l'intéressent pour leur puissance potentielle. L'Uruguay et Trinité et Tobago semblent être des cibles privilégiées.

14. R. Evan ELLIS, « Strategic Implications of Chinese Aid and Investment in Latin America » in *China Brief*, The Jamestown Foundation, vol.9, issue 20.

15. *El Universo*, 23 août 2009.

16. *Financial Times* (édition chinoise), 21 janvier 2015.

giées pour les investissements. Le Chili, l'Équateur et la Bolivie présentent l'intérêt d'avoir une certaine stabilité politique. Mais, comme le révélait le projet de la nouvelle route de la soie, l'Amérique latine passe après l'Afrique dans la stratégie chinoise. Gorge Guajardo, qui fut ambassadeur du Mexique en Chine entre 2007 et 2013, a ainsi rapporté dans la presse<sup>17</sup> qu'il ne parvint jamais à obtenir une audience avec le ministre chinois du commerce même lorsqu'il soumit une requête commune signée par tous les ambassadeurs des pays latino-américains en postes à Pékin.

### **La tentation du « hermano mayor » ?**

Depuis la chute du Mur de Berlin, les formations de gauche latino-américaines, traditionnellement très idéologisées, sont devenues « orphelines », pour employer l'expression de l'ancien ministre des Relations extérieures du Mexique, Jorge Castañeda. En ce sens, certains peuvent voir dans la Chine un nouveau « grand frère » qui pourrait contrebalancer l'influence de Washington.

Cependant, il nous semble que cette éventualité n'est que peu probable. Tout d'abord, les dirigeants de la gauche latino-américaine restent des démocrates. On voit mal Lula ou M<sup>me</sup> Bachelet mettre en place la dictature du Parti communiste au Brésil ou au Chili. Même sous Chavez puis Maduro, car s'ils poussent (ou ont poussé) toujours un peu plus le Venezuela vers une dérive populiste, le régime n'en est pas devenu pour autant totalitaire. De plus, le point commun entre tous ces dirigeants (Chavez, Lula, Kirchner, Bachelet et Morales) est qu'ils cherchent à lutter contre la pauvreté par un renforcement des pouvoirs de l'État. C'est loin d'être la priorité de Pékin, malgré les récents appels des dirigeants à une société plus juste. Les inégalités en Chine grandissent chaque jour.

Autre divergence, l'asiatisme prôné par Pékin exalte le sentiment national. Les sociétés latino-américaines sont métisses. Même si certains leaders andins prônent la pureté de la race indienne, on voit mal comment faire coïncider ce discours avec une rhétorique nationaliste qui revendique la primauté de la « race han ».

Enfin, Pékin ne veut peser sur la scène internationale que si elle y trouve un intérêt. La Chine ne prendra pas le risque d'une tension avec les États-Unis pour un pays aussi éloigné que Cuba ou le Venezuela. Si des troupes chinoises sont présentes parmi les Casques bleus en Haïti, leur nombre demeure limité (145 hommes). Pays communiste, la Chine n'a jamais tenté de jouer les médiateurs dans le conflit qui oppose le gouvernement colombien à la guérilla marxiste des Farc.

Très liée commercialement au Canada et aux États-Unis (Vancouver a une large communauté chinoise), il semblait naturel que la Chine étende cet axe pacifique à l'Amérique latine.

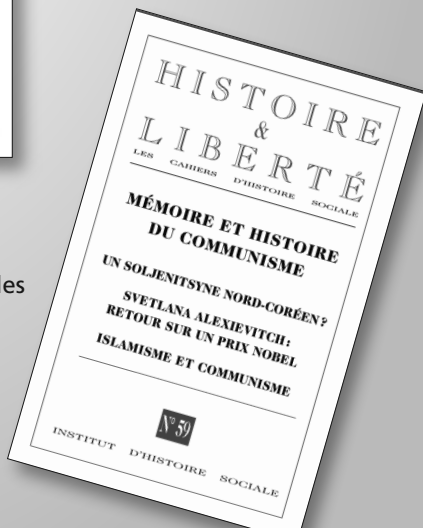
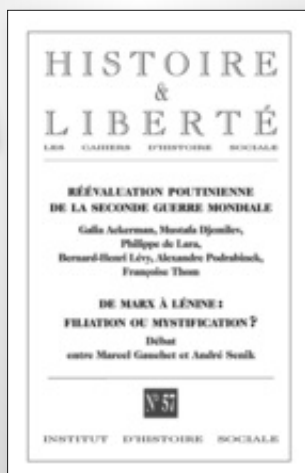
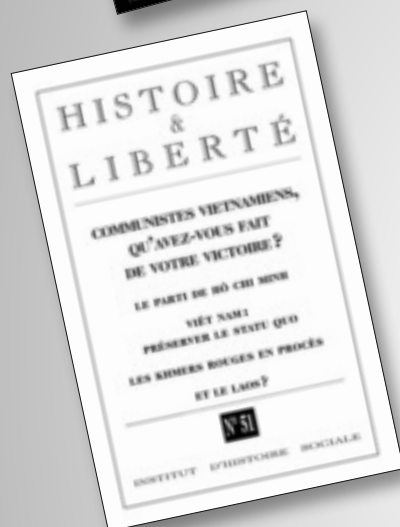
---

17. *La Nación*, 22 juillet 2015.

Pourtant, si les échanges et partenariats économiques seront sans doute appelés à se développer encore, il est peu probable que l'Amérique latine entre dans la zone d'influence chinoise. Les Venezueliens et les Cubains n'abandonneront sans doute pas le base-ball pour le taï-chi! S'il faut être sans illusion sur la nature réelle du régime de Pékin et de ses motivations, il ne faut pas, non plus, surestimer un régime qui a de plus en plus de mal à gérer la situation intérieure. Néanmoins, la crise qui couve ne semble pas mûre (et peut être le régime parviendra-t-il même à la surmonter). En attendant, les échanges des deux côtés du Pacifique continueront de croître.

Et si l'Amérique latine se rapproche chaque jour davantage de la Chine, sans doute faut-il y voir autre chose que la dérive des plaques!

Vous avez manqué  
les précédents numéros ?



Vous pouvez retrouver  
l'intégralité  
des sommaires et des articles  
sur notre site Internet  
[www.est-et-ouest.fr](http://www.est-et-ouest.fr)  
et les commander :

[ihs.souvarine@gmail.com](mailto:ihs.souvarine@gmail.com)

ou

☎ 0146 140933